
Quelle Transition énergétique pour l'Algérie ? Les défis pour une sécurité énergétique et pour une diversification des ressources réussies

Alger - 08 Novembre 2016

Le secteur de l'Energie de par sa production de matières premières, ses recettes d'exportation, ses recettes fiscales, son approvisionnement du marché intérieur de consommation en énergie, et certainement aussi son poids en matière de politique étrangère, est devenu depuis 1971 et demeure encore de nos jours, le secteur clef et le levier du développement économique du pays.

L'embellie pétrolière des années 2000 est venue améliorer les équilibres budgétaires du pays, et a permis d'engager d'énormes investissements, mais la chute du prix du pétrole et du gaz depuis Juin 2014, a mis en évidence la fragilité de l'économie algérienne du fait de sa dépendance des recettes des hydrocarbures, et surtout les incertitudes à moyen et long terme en matière d'évolution des prix et surtout sur la sécurité énergétique du pays.

En 2015, les recettes d'exportation n'ont pu couvrir que 67% des importations globales, alors que le Fond de Régulation des Recettes et les réserves de change sont en baisse continue depuis 2014.

Les deux principaux paramètres de vulnérabilité du secteur énergétique sont :

- un taux de croissance élevé de sa consommation énergétique par rapport à celui de ses réserves et sa capacité de production à long terme (autour de 9% par année)
- la nature des usages de l'énergie au point de vue production de valeur ajoutée, puisque 79% de la consommation finale est destinée aux ménages et au transport, l'industrie ne consomme que 15%.

Une simple projection basée sur les réserves d'hydrocarbures restantes laisse prévoir une baisse probable de la rente (excédents financiers), à compter de 2025 en l'absence de nouvelles découvertes conventionnelles, et d'un éventuel démarrage d'exploitation des hydrocarbures non conventionnels entre 2025 et 2030. Cette hypothèse ne tient pas compte non plus de l'évolution du marché pétrolier sur lequel il serait hasardeux de parier en ce moment.

Ce constat nous amène à affirmer que la solution aux besoins du pays sur le long terme nécessite un **changement de cap immédiat de la politique énergétique algérienne à travers** une double transition économique et énergétique pour :

- ❖ D'une part décider et mettre en œuvre un arbitrage entre la rente pétrolière qu'il faut remplacer par des ressources financières alternatives, et la sécurité énergétique qui continuera à être assurée par les hydrocarbures sur plusieurs décennies encore (au moins jusqu'à 2040), mais aussi et nécessairement de plus en plus par des ressources énergétiques alternatives.
- ❖ D'autre part se préparer à assurer sa sécurité énergétique à travers des stratégies destinées à :
 - ❖ Rationaliser la consommation énergétique intérieure ;

- ❖ Assurer de façon transitoire la disponibilité et la prolongation de la durée d'exploitation des ressources non renouvelables à travers des politiques de conservation des ressources (hydrocarbures conventionnels ou non conventionnels) sur le long et très long terme ;
- ❖ Le programme national de développement des énergies renouvelables, adopté en 2015 a fixé, à l'horizon 2030, une puissance totale de 22000 Mégawatts (MW) dédiés à la seule consommation locale. Il prévoit de mettre en œuvre un large éventail de filières technologiques où le photovoltaïque (PV) et l'éolien se taillent la part du lion avec respectivement 13575 MW et 5010 MW, le reste étant réparti entre le thermo-solaire (CSP), la biomasse, la cogénération et la géothermie.
- ❖ Et enfin, créer les conditions pour que ces deux transitions se fassent à travers la naissance de capacités nationales d'innovation, de production, de maintenance, et de services, créatrices d'emplois nouveaux et durables.
- ❖ Une transition énergétique couplée à la diversification économique doit favoriser l'émergence de nouvelles filières industrielles et ainsi offrir à l'économie un levier de croissance et de création d'emplois. Il est ainsi indispensable de revoir la carte de formation à de nouveaux métiers et à lancer des institutions de formation dédiées aux énergies renouvelables.

C'est à ces questionnements que tenteront de répondre les participants à la conférence du 8 novembre 2016 qui sera structurée en trois panels :

Panel 1 : les ressources conventionnelles : le défi de la sécurité énergétique à long terme.

Panel 2 : les énergies renouvelables : le défi de la transition énergétique.

Panel 3 : Politique énergétique et stratégies industrielles : les défis de la transformation .